



Arrêté n° PCICP2023235-0002

**Arrêté de mise en demeure de la société COVED sur le territoire de la commune de
LA CHAPELLE SAINT-LUC**

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° 00-0348 A du 2 février 2000 autorisant la société à exploiter ses installations sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE SAINT-LUC ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 2 mars 2023 établi à l'issue de la visite d'inspection du 25 novembre 2021 ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance du demandeur le 7 mars 2022 ;

VU le courrier du 17 mars 2022 de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral n°00-0348 A du 2 février 2000 prescrit :

« Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATION (mg/l)	MÉTHODE DE MESURE
DCO	125	NFT 90 101
MES	35	NFT 90 105
AOX	1	NFEN 1485
Indice phénol	0,3	XPT 90109
Hydrocarbures	10	NFT 90 114

La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C et leur pH est compris entre 5.5 et 8.5 »

CONSIDÉRANT que l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral n° 00-0348 A du 2 février 2000 prescrit :

« Le rejet des eaux de lavage extérieur de lavage doit respecter les valeurs suivantes :

SUBSTANCES	CONCENTRATION (mg/l)	MÉTHODE DE MESURE
DCO	2000	NFT 90 101
MES	500	NFT 90 105
DCO/DBO5	<4	
Hydrocarbures	10	NFT 90 114

»

CONSIDÉRANT que le rapport de l'inspection des installations classées du 2 mars 2022 établi à l'issue de la visite d'inspection du 25 novembre 2021 relève que :

- Les analyses sur les eaux pluviales de 2019, 2020 et 2021 font état de dépassements sur les MES, la DCO et l'AOX, notamment :
 - Avril 2019 :
 - DCO : 338 (limite à 125) mg/l O₂
 - MES : 59 (limite à 35) mg/l
 - AOX : 1,5 (limite à 1) mg Cl/l
 - Octobre 2019 :
 - AOX : 680 (limite à 1) mg Cl/l
 - Octobre 2020 :
 - DCO : 324 (limite à 125) mg/l O₂
 - MES : 62 (limite à 35) mg/l
 - AOX : 330 (limite à 1) mg Cl/l
 - Novembre 2021 :
 - DCO : 143 (limite à 125) mg/l O₂
 - MES : 98 (limite à 35) mg/l
- Les analyses sur les eaux de lavage de camion de 2019, 2020 et 2021 font état de dépassements sur la DCO/DBO et l'indice hydrocarbure notamment :
 - Avril 2019 : DCO/DBO : 6,31 (limite à 4)
 - Octobre 2019 : Indice hydrocarbure : 33 (limite à 10) mg/l
 - Octobre 2020 : DCO/DBO : 6,22 (limite à 4)
 - Juillet 2021 : DCO/DBO : 7,21 (limite à 4)

CONSIDÉRANT qu'à la date de ce jour, la société COVED n'a pas apporté la preuve du respect des prescriptions susmentionnées ;

CONSIDÉRANT que, face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société COVED de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société COVED est mise en demeure, pour son site de LA CHAPELLE SAINT-LUC, de respecter les articles 8.1 et 8.3 de l'arrêté préfectoral n° 00-0348A du 2 février 2000 dans un délai de 12 mois.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société COVED.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **23 AOÛT 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.